

Je t'aime, moi non plus



39

L'avenir de la coalition

Quatre scénarios, quatre solutions politiques peuvent être envisagés après l'annonce par les Démocrates Libres de leur départ de la coalition qu'ils formaient avec le MSZP. La solution la plus probable est le maintien du gouvernement par les socialistes en minorité avec Ferenc Gyurcsány et avec le soutien occasionnel des libéraux.

En réaction au limogeage, le lundi 31 mars dernier, de la ministre de la santé, le président de l'Alliance des Démocrates Libres (SZDSZ), János Kóka, a annoncé que son parti quitterait la coalition sociale-libérale. La révocation d'Ágnes Horváth fait suite au récent référendum qui a rejeté massivement les réformes du système d'assurance maladie.

«Avec son discours, Ferenc Gyurcsány est revenu sur notre accord de coalition ; dès lors, les Démocrates Libres ne souhaitent pas continuer à coopérer avec le gouvernement sous la forme d'une coalition», a déclaré János Kóka. Il a précisé que les ministres libéraux quitteraient le gouvernement le 30 avril, mais que son parti ne rendrait pas des élections anticipées nécessaires.

Les experts peuvent imaginer quatre scénarios pour le parti socialiste hongrois (MSZP), quatre solutions à la crise. Premièrement, le maintien d'un gouvernement minoritaire sans SZDSZ; deuxièmement, une coalition avec le SZDSZ, Gyurcsány restant le premier ministre ; troisièmement, une coalition avec le SZDSZ avec un autre premier ministre que Gyurcsány, et, enfin, des élections anticipées.

Étant donné qu'avec 190 députés (sur 386), le MSZP est à quatre voix de la majorité absolue au Parlement (plus exactement, maintenant à 6 voix à cause de deux députés malades, Gyula Horn, ancien premier ministre, et László Toller), pour le gouvernement majoritaire, les socialistes auraient besoin de la fraction du SZDSZ qui compte 20 élus.

Si les deux partis désorganisent la coalition, le MSZP peut décider de continuer à gouverner en minorité, autrement dit, avant l'acceptation des propositions de loi, ou de l'ordre du jour, la fraction socialiste doit trouver en principe au moins 6 députés qui soutiennent la position du gouvernement. La fraction socialiste peut probablement compter sur le soutien occasionnel du SZDSZ : les dirigeants du parti libéral ont annoncé que le SZDSZ voterait pour les propositions de réforme. Mais l'acceptation du budget à la fin de cette année causera sans doute le premier grand souci aux socialistes.

Bien que la majorité des experts (par exemple le politologue Gábor Török) considère le gouvernement minoritaire «comme la solution la plus probable», d'autres politologues n'excluent pas le recul du SZDSZ. Dans l'émission AZ ESTE (le Soir) de la chaîne MTV, le politologue László Kéri a souligné qu'il y avait beaucoup de postes à prendre en compte, et que «les salaires de nombreux membres du SZDSZ dépendent de l'existence de la coalition.» A la réunion des délégués des libéraux qui se tiendra fin avril, ceux-ci pourront donc décider le prolongement ou non de la coalition avec le MSZP.

Il existe cependant une solution intermédiaire : le SZDSZ revient dans la coalition, mais les deux partis cherchent un autre premier ministre que Ferenc Gyurcsány. Or, ce scénario est exclu par les chefs du MSZP, Ildikó Lendvai, chef de la fraction, et Péter Kiss, ministre de la chancellerie, tandis que le président socialiste du Parlement, Katalin Szili, ne considère pas cette solution comme imaginable.

En même temps, la survie de la coalition a peu de chance d'être car une coalition réorganisée avec Gyurcsány discréditerait le SZDSZ aux yeux des électeurs, tandis

que dans le cas d'un nouveau premier ministre, ce sont les chefs du MSZP qui tomberaient en discrédit. En plus, les deux partis devraient se mettre d'accord sur la personne du premier mi-nistre, ce qui provoquerait sans doute de nouveaux conflits.

Même si la majorité des électeurs (surtout les votants de Fidesz) souhaite des élections anticipées, ce scénario a le moins de chance de se produire : la majorité parlementaire (les fractions socialiste et libérale) n'a pas d'intérêt à voter la dissolution du Parlement. Une telle manœuvre, au vu des sondages, chasserait presque à coup sûr les socialistes du pouvoir et verrait la disparition du SZDSZ, qui plafonne à un peu plus de 1 % d'intentions de vote maintenant. (Un parti doit atteindre la barre des 5 % pour pouvoir intégrer le Parlement.)

Le président de la République, quant à lui, ne peut dissoudre le Parlement que dans le cas où la majorité du Parlement retire sa con-fiance au premier ministre quatre fois (c'est-à-dire que la majorité change de premier ministre quatre fois), ce qui ne semble pas probable pour l'instant.

Szabolcs Dull

•
Catégorie
Agenda Culturel